

DÉFINITION DES MÉTIERS À HAUTE PÉNIBILITÉ

Sidi Saïd remettra bientôt son rapport à Sellal

La commission en charge de recenser les métiers à «haute pénibilité» et mise en place par l'UGTA, s'est réunie hier pour la cinquième fois au siège de la Centrale syndicale. La réunion qui s'est tenue à huis clos avait pour principal objectif de fixer dans un rapport qui sera remis au secrétaire général de l'UGTA, «la liste des postes à haute pénibilité».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon une source syndicale, la commission en charge d'élaborer le rapport sur la question s'appuiera lors de la rédaction finale sur les différents rapports élaborés par les 32 fédérations de l'UGTA.

Pour rappel, la Centrale syndicale avait transmis aux 32 fédérations une correspondance dans laquelle elle leur a expressément demandé de présenter une fiche technique des métiers à haute pénibilité.

Il est également à rappeler que ladite commission est composée de 35 membres, dont les secrétaires généraux des fédérations et des experts en la matière, en l'occurrence des responsables des ressources humaines, médecins du travail, et des spécialistes des

questions d'hygiène en milieu professionnel.

Ces derniers, ajoute notre source, s'attellent à identifier «les critères de pénibilité qui seront soumis dans un rapport au gouvernement». Ainsi, il a été indiqué jusque-là que «la définition du taux de pénibilité de chaque métier permettra de mettre en place un système à points, qui déterminera le taux d'abatement des années de travail pour chaque métier». «Il sera également question d'avoir une idée claire sur les différentes pénibilités et leurs répercussions sur la santé des travailleurs. Les heures supplémentaires, l'exposition à des maladies et les conditions climatiques (température), sont entre autres critères sur lesquels se focalisera la Centrale syndicale », soutient un

cadre syndical de l'UGTA. Il est à noter qu'un arrêté interministériel en date du 09-06-1997 a fixé la liste des travaux où les travailleurs sont fortement exposés aux risques professionnels. Et c'est sur la base de cet arrêté que les fédérations de l'UGTA ont élaboré leurs rapports et fixé la liste des postes à haute pénibilité. C'est le cas de la Fédération nationale des travailleurs de la santé, dont le SG M. Amara Rachid a transmis un rapport détaillé sur la question. Dans ce dernier, le rédacteur a indiqué que «le secteur de la santé se caractérise par la complexité et la lourdeur de ces activités ainsi que la disponibilité des équipes médicales, paramédicales, techniques et logistiques ainsi qu'administratives en H24».

«Cette spécificité le rend parmi les secteurs ayant une pénibilité qui se déterminera selon le niveau et selon la spécialité. Cette situation lui accorde également une attention particulière quant à sa classification parmi les secteurs ayant des activités pénibles », a-t-on indiqué.



Sidi Saïd, SG de l'UGTA

En somme, la Fédération des travailleurs de la santé UGTA a énuméré cinq facteurs de pénibilité qui caractérisent le secteur de la santé. Il s'agit, «du travail de nuit, des postes pénibles, l'exposition prolongée aux risques (contagion de rayon X et de produits chimiques), la responsabilité pénale et judiciaire (le personnel soignant, médical, paramé-

cal, anesthésiste, biologiste et surtout la sage-femme sont fortement exposés au stress et aux poursuites judiciaires).

Enfin, le dernier facteur de pénibilité est relatif à «l'insécurité sur le lieu de travail». Pour l'UGTA, «nombreux sont les travailleurs de la santé qui sont agressés sur les lieux de travail».

A. B.

SON CONSEIL NATIONAL L'A DÉCIDÉ HIER

Le Cnapeste opte pour la grève illimitée

«A la forte majorité des délégués venus de 44 wilayas, le Conseil national a opté pour la grève illimitée. Cependant, cette option de grève illimitée reste tributaire de l'accord de l'Intersyndicale qui se réunira le 5 novembre prochain.» C'est ce que nous a déclaré Messaoud Boudiba, chargé de l'information et membre de la direction nationale du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation, Cnapeste.

Cette déclaration nous a été faite, hier matin, au lycée Franz-Fanon de Boumerdès où se déroulaient encore les travaux de cette instance délibérante de ce syndicat. Comme le Cnapeste pèse lourdement au sein de l'Intersyndicale, il est certain que ce choix de grève illimitée sera entériné par le conclave de samedi prochain. Il est entendu que la principale revendication du Cnapeste reste l'exigence de l'abandon du projet de loi gouvernemental sur la réforme du système des retraites en cours en Algérie. Mais Boudiba et ses pairs ont également introduit d'autres dossiers lourds qui touchent les travailleurs de tous les secteurs.

Dans la liste des revendications le Cnapeste inclut l'avant-projet de réforme du code de travail. «Ce projet est l'objet de tractations dans des cercles opaques et les partenaires sociaux sont exclus de la concertation», constate amèrement Boudiba. Le pouvoir d'achat qui ne cesse de dégringoler de manière ahurissante, chute qui est accélérée par la dépréciation du dinar et l'augmentation des taxes, inquiète au plus haut point les syndicalistes du Cnapeste.

Le chargé de l'information du

syndicat autonome dira à ce propos : «Tous les travailleurs sont touchés par la baisse effarante de leur pouvoir d'achat. C'est pour cette raison que nous appelons les travailleurs de tous les secteurs, publics et privés, à appuyer notre démarche et à contribuer à interrompre ce sinistre processus de décisions gouvernementales contre les acquis socioéconomiques des travailleurs et stopper le capitalisme sauvage qui écrase les travailleurs. Nous incluons par ailleurs dans nos revendications l'exigence du respect par les pouvoirs publics de toutes libertés en général et des libertés syndicales en particulier.»

L'UGTA a signé en 2002 et en 2014 le pacte social mais le front social est en ébullition.

Dans sa déclaration exclusive au *Soir d'Algérie*, Boudiba n'a pas manqué de saluer la base de l'UGTA qui fait abstraction de la position de leur centrale pour rejeter massivement la réforme des retraites. En clair, à en croire notre interlocuteur, l'éloignement entre la masse des travailleurs du secteur économique et la direction de l'UGTA ne cesse de s'élargir. Et il assénera pour enfoncer le clou, «ce qui nous chagrine en tant que syndicalistes, ce n'est pas l'UGTA qui



Messaoud Boudiba.

est tout de même une institution respectable ni la base de ce syndicat, mais c'est le comportement de ses hauts responsables et leurs décisions pour le moins controversées et qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs.» Et d'ajouter «L'UGTA a signé le pacte social en 2002 et surtout en 2014. Or, le front social est présentement en ébullition. Sur le terrain, l'incapacité de mobilisation de l'UGTA s'est révélée au grand jour, elle a par conséquent démontré qu'elle n'est pas la voix représentative des travailleurs.»

Pour Boudiba les travailleurs ne sont point représentés au sein de la tripartite où se prennent d'importantes décisions qui touchent directement les travailleurs.

En résumé, les syndicats autonomes revendiquent le droit de concertation et, pourquoi pas, le droit à la négociation.

Les propos de Sellal sont provocants et choquants, la tripartite véritable parlement

Boudiba n'a pas manqué de critiquer sévèrement les propos du Premier ministre Abdelmalek Sellal jugés choquants et provocants. Sellal a, rappelons-le, déclaré que le dispositif de retraite sera appliqué dès 2017.

Cette déclaration a été faite avant l'entame du débat sur le dossier au sein de l'APN. Notre interlocuteur estime que le Premier ministre a manqué de tact et de respect envers les institutions élues : «Il n'a même pas respecté les élus du peuple des deux Chambres qui doivent en théorie amender ou avaliser la future loi. Il est maintenant permis de penser que la tripartite, où l'UGTA n'a qu'un rôle de figuration, est devenue le véritable parlement algérien.»

Abachi L.

ROUBA Les travailleurs de la SNVI observent une journée de protestation

Les milliers de travailleurs de toutes les unités de la SNVI (Société nationale des véhicules industriels) ont organisé hier durant toute la journée une protestation en désertant leurs ateliers.

Cette énième protestation risque de durcir à la reprise du travail c'est-à-dire mercredi. Les protestataires ont formulé trois revendications. L'une d'elles est conjoncturelle. Elle concerne le retard mis pour le virement, d'une partie du personnel payé par le biais des CCP, des émoluments du mois d'octobre. Par contre leurs autres revendications sont des dossiers lourds et l'un d'eux a une portée nationale. Il s'agit du rejet du projet de loi de la réforme des retraites.

Ce n'est pas la première fois que les travailleurs de la SNVI élèvent la voix pour dénoncer le projet du gouvernement. La troisième revendication est plutôt la crainte quant à l'avenir de cette entreprise pour laquelle l'Etat a déversé des centaines de milliards de dinars pour son redressement économique et financier.

Les travailleurs n'y voient rien venir et ils le font savoir. Pour plus d'explications les protestataires exigent la présence du P-dg du Groupe SNVI pour plus d'éclaircissements.

A. L.